



Joint Valletta Action Plan (JVAP) Follow-up

Rabat Process Thematic Meeting

Separation of Families and Missing Persons in the Context of Migration: Prevention, Tracing and Reunification

Geneva, 20-21 September 2023



Funded by the European Union



Support to the Africa-EU Dialogue on Migration (MMD) Joint Valletta Action Plan (JVAP) Follow-up

The JVAP Database is a self-reporting tool used on a voluntary basis. By design, the dataset is a partial overview of initiatives linked to the JVAP domains and priorities. ICMPD assumes no responsibility or legal liability concerning the content of the data and its use.

Implemented by ICMPD



Data model last modified: 11 April 2023

About JVAP



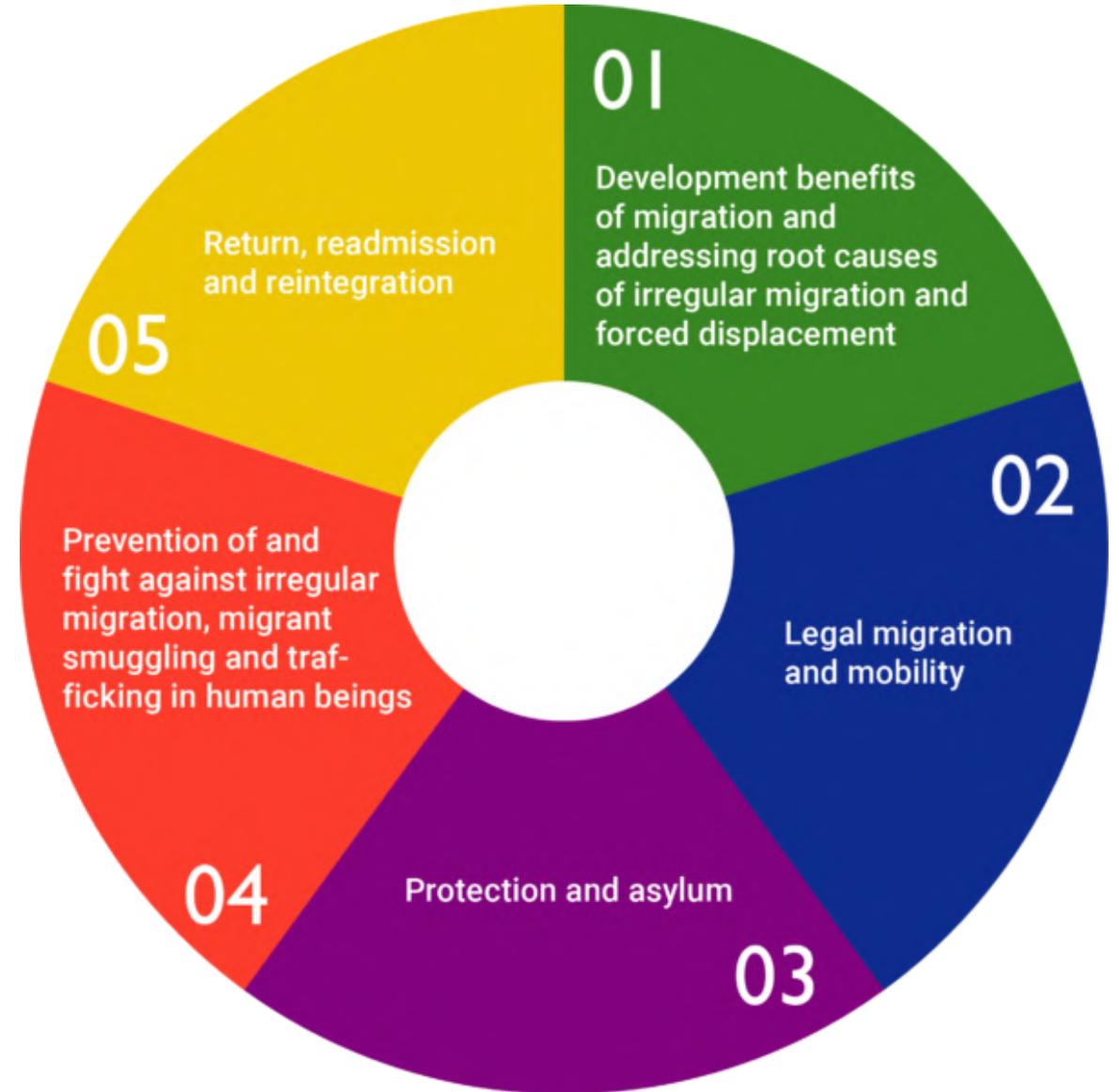
African and European partners agreed to:

- Strengthen cooperation
- Recognise the benefits of migration
- Adopted:
 - A Political Declaration
 - An Action Plan
- Built around 5 Domains and 105 Priority Areas



JVAP Data Collection

- Mapping of initiatives:  and 
PROJECTS OR PROGRAMMES POLICIES OR LEGISLATIONS
- Implemented since 2015
- Funded/adopted by JVAP Partners
- Implemented in KP and RP regions
- Relating to the five JVAP domains



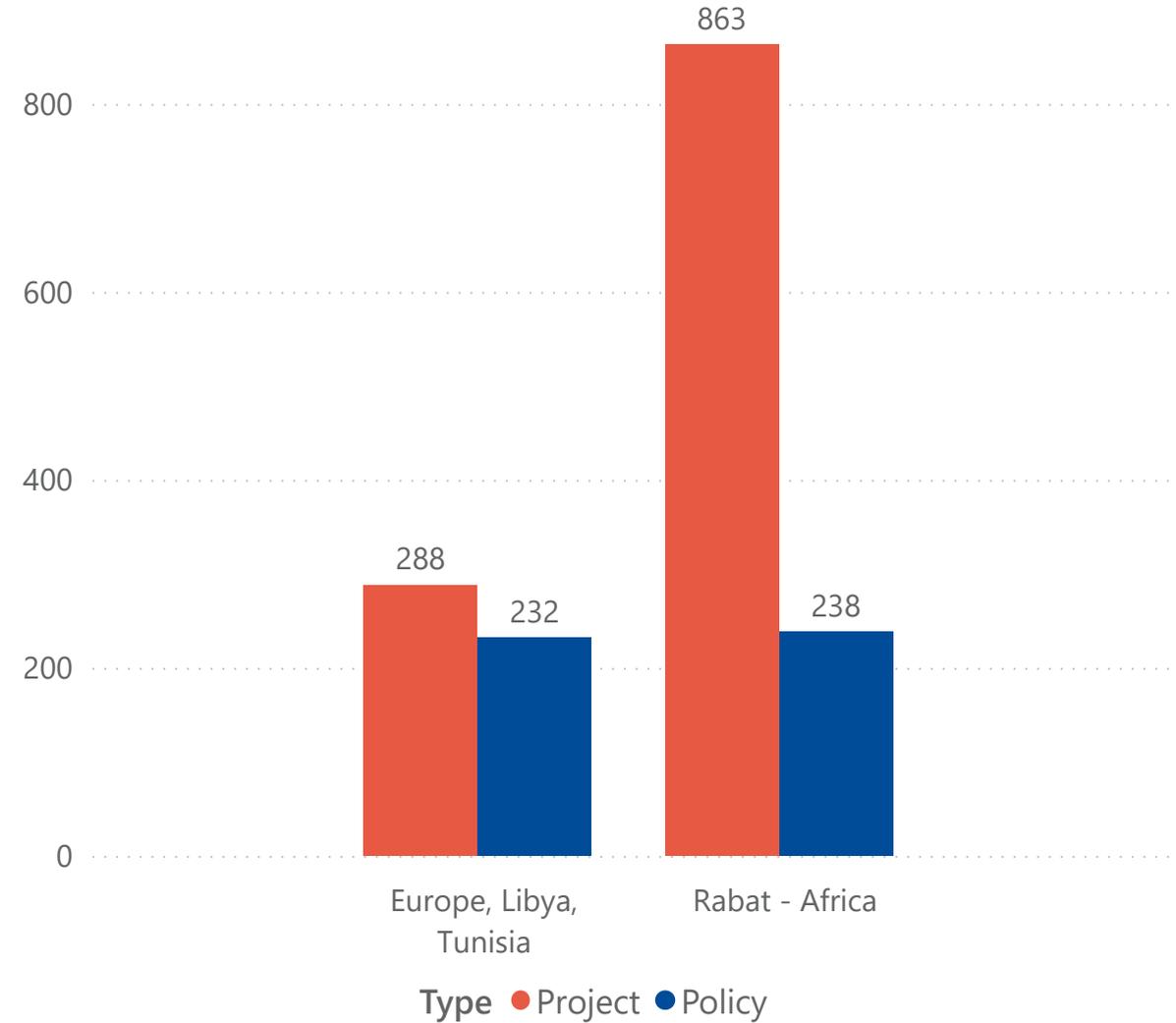
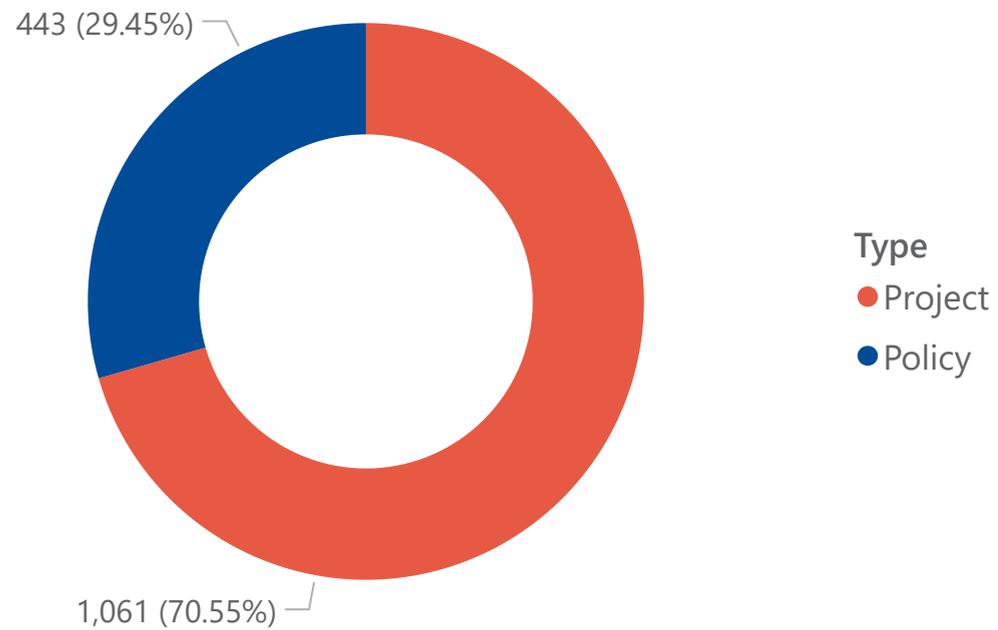
Overview of JVAP Data under Rabat Process

1,504

Initiatives

€ 8.4bn

Funding



Sectoral Overview - Initiatives on Separation of Families and Missing Persons

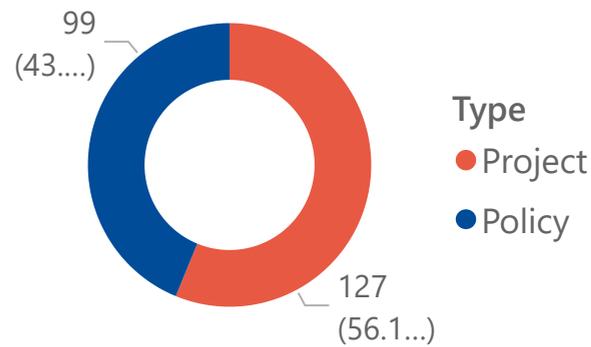
226

Initiatives

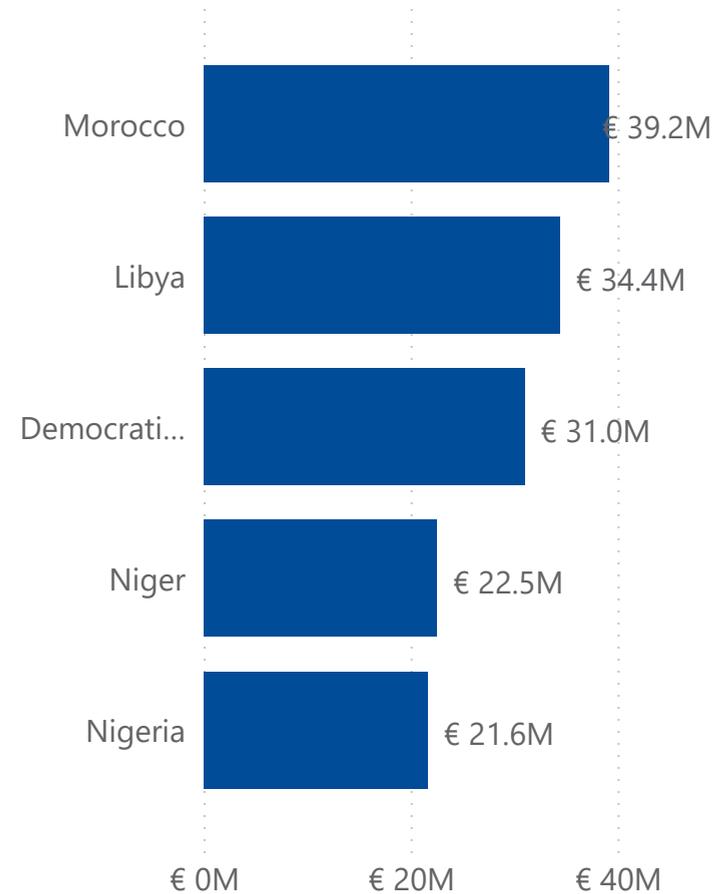
€ 275.4M

Funding

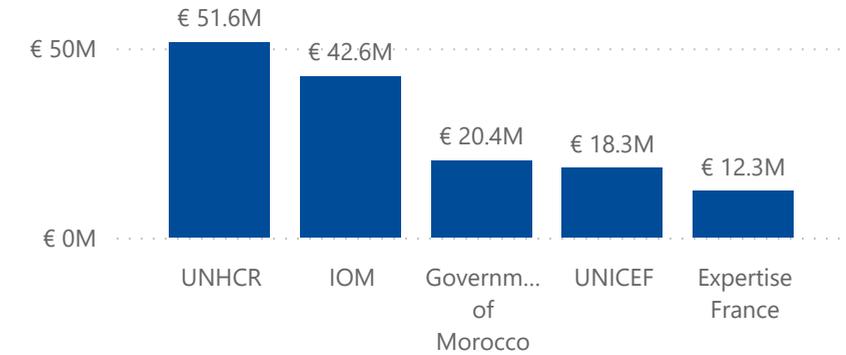
Initiatives by Type



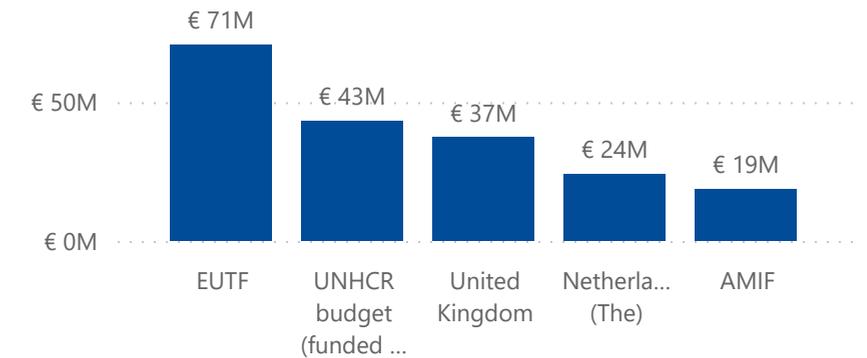
Top 5 Countries of Implementation



Top 5 Implementing Organisations



Top 5 Funding Partners



Finding-1: National Resources

Analysis

High prevalence of policies (44% vs 23%)

+

Comparative low funding vis-a-vis the number of projects

+

Implementation by national authorities, supported by the civil society

= National Ownership in countries of origin and destination,
international solidarity in countries of transit

Examples

- Ghana: National Plan of Action for the Elimination of Human Trafficking 2017-2021
- IOM-UNHCR Framework Document on Developing SOPs to Facilitate the Identification and Protection of Victims of Trafficking
- Protection and Care of UAMs in the German Speaking Community (Belgium)
- Enhancing Protection of Vulnerable Migrants in Tunisia through Emergency Assistance and Support to Health Surveillance and Service Providers



Finding-2: Legal Cooperation

Analysis

- Various legal instruments introduced / strengthened in this field:
 - Marrakesh Action Plan
 - National Migration Strategies of individual Partners
 - Bilateral Agreements
 - Decrees, Laws
 - Coordinated / Common Action Plans
 - Joint Statements, Position Papers, and Framework Documents
- In comparison to most other thematic areas, more equal distribution of initiatives across both continents -> this thematic area requires strong and effective cross-border cooperation, both in legal terms and in practice.

Distribution of Initiatives

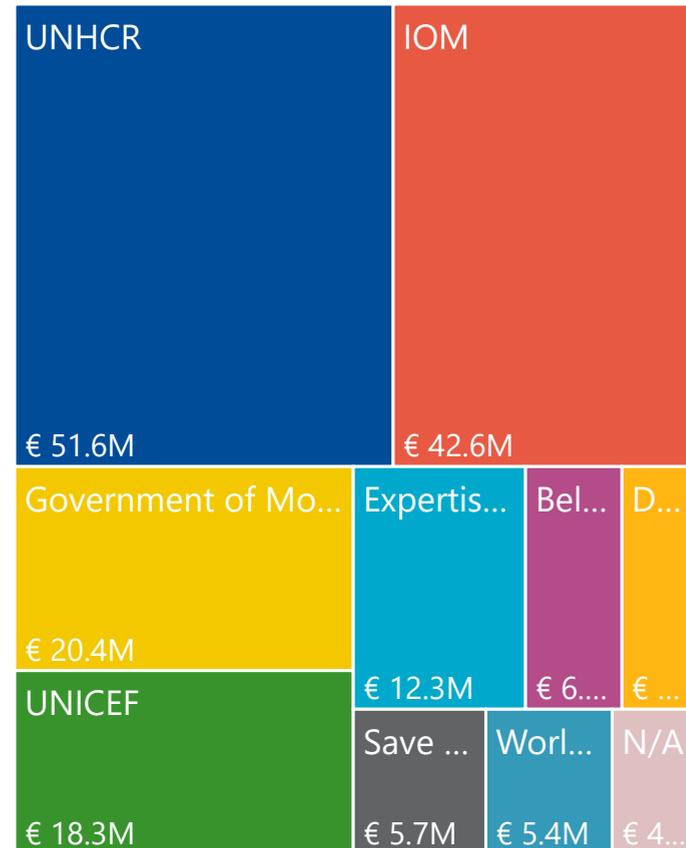


Finding-3: Concentration of Funds in Support Activities

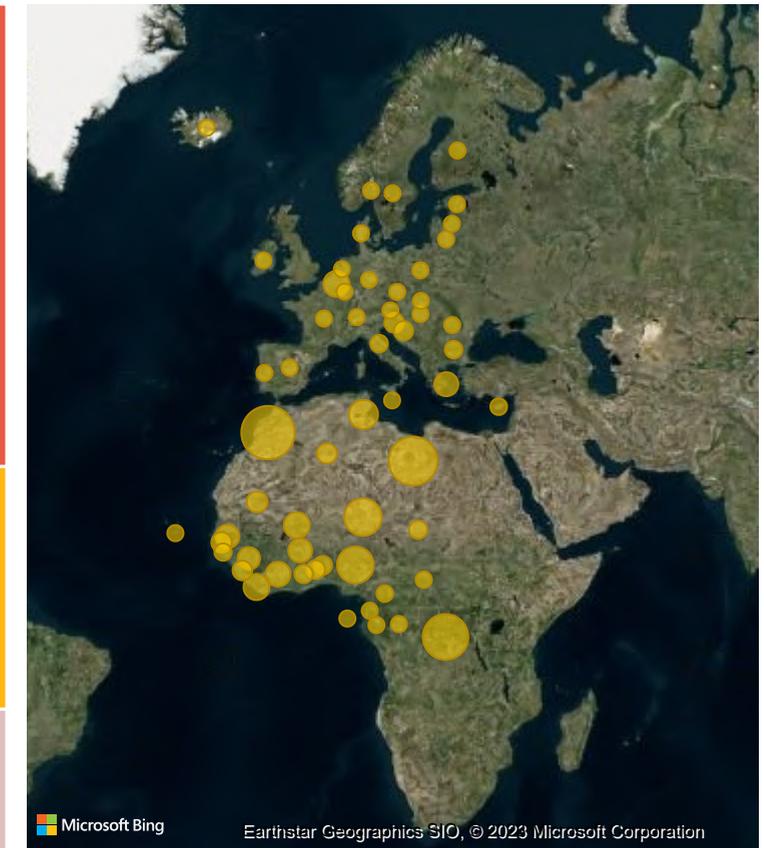
Analysis

- Limited funding observed in this thematic area is primarily invested in international organisations.
- Funding is used primarily in countries of transit as well as countries where mixed movements are taking place.
- Support activities - such as identification, referrals, health, psychosocial support, and information campaigns primary recipients of the funds invested.

Top 10 Imp Org by Funding



Distribution of Funds





Thank You

Joint Valletta Action Plan (JVAP) Follow-up

www.jvapfollowup.org

jvapfollowup@icmpd.org

Funded by the European Union



Implemented by ICMPD



Réunion thématique sur la séparation des familles et personnes disparues dans le contexte de la migration

Situation au Tchad: mesures/programmes de prévention

Dr. Abderamane Mbodou Choukou, Chef de Département
de la Migration Mixte/CNARR

Genève, 20-21 Septembre 2023



CONTEXTE MIGRATOIRE AU TCHAD

- Route vers la Méditerranée centrale avec tous les risques
- De nombreux flux migratoires au Tchad passent par le désert pour atteindre le nord, beaucoup visant à travailler dans les mines d'or ou à se rendre en Lybie
- Plus de la moitié des migrants passant par le nord du Tchad (Faya) déclarent migrer pour des raisons économiques (58%)/DTM/OIM



Le Tchad possède l'une des plus longues frontières terrestres d'Afrique (Cameroun, Centrafrique, Niger, Libye, Nigeria et Soudan)

La transhumance nomade est la forme de migration la plus courante au Tchad

Le Tchad est un pays champion dans la mise en œuvre du Pacte mondial pour les migrations (PMM) et a fait des progrès significatifs dans le renforcement de son cadre institutionnel pour la protection des migrants depuis 2018, y compris en criminalisant la traite des personnes (2018)





CADRE JURIDIQUE ET INSTITUTIONNEL

- Avec l'appui de l'OIM et de l'UNHCR, le gouvernement a développé un mécanisme national de référencement (MNR) accompagné d'une procédure opérationnelle standard (POS) de mise en œuvre.
- Mise en place des « guichets uniques » dans les 4 zones du pays pour sensibiliser les migrants aux risques de la migration irrégulière et de détecter les migrants disparus
- Ordonnance n° 006/PR/2018 du 30 mars 2018 portant lutte contre la traite des personnes en République du Tchad.
- La loi no 27/PR/2020 du 31/12/2020 portant asile en République du Tchad avec son Décret No 0648/PT/MP/MATDBG/2023 portant modalité d'application de la loi portant asile en République du Tchad
- La loi No 012/PT/2023 du 01 JUIN 2023 portant protection et assistance aux personnes déplacées internes,
- Le Décret régissant l'Office National pour la promotion de l'emploi (ONAPE)
- L'arrêté du 4 Décembre 1961 portant réglementation de l'accueil, du séjour et des conditions d'entrée des étrangers.



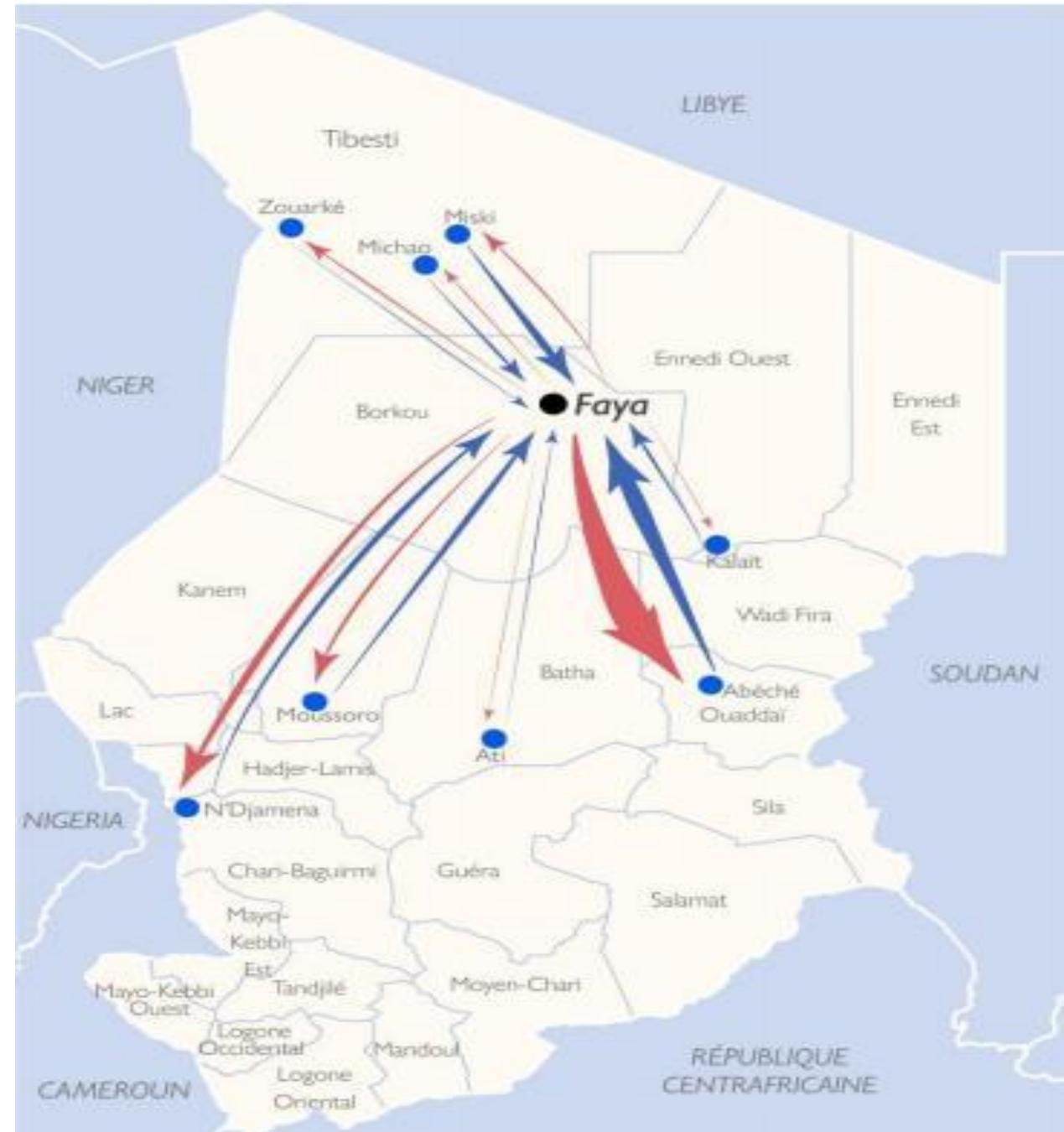
Dispositif du MNR



- Identification et coordination des acteurs impliqués dans la gestion des questions migratoires et des réfugiés;
- Mapping des services disponibles – services par institutions et par zone géographique. Ex : santé, sécurité, éducation, protection sociale etc.;
- Assure le lead de la mise en œuvre du mécanisme et coordination des efforts des acteurs;

Mécanismes d'identification des flux migratoires

- Existence d'un outil de collecte des données et mise en œuvre en coordination avec les autorités locales et des entités étatiques
- Analyse les risques de la migration et identifie les migrants en situation de vulnérabilité
- Stratégies et les politiques de soutien aux migrants
- Gestion des facteurs contribuant à une migration dangereuse



STATISTIQUES

Pourcentage des flux sortants par destination



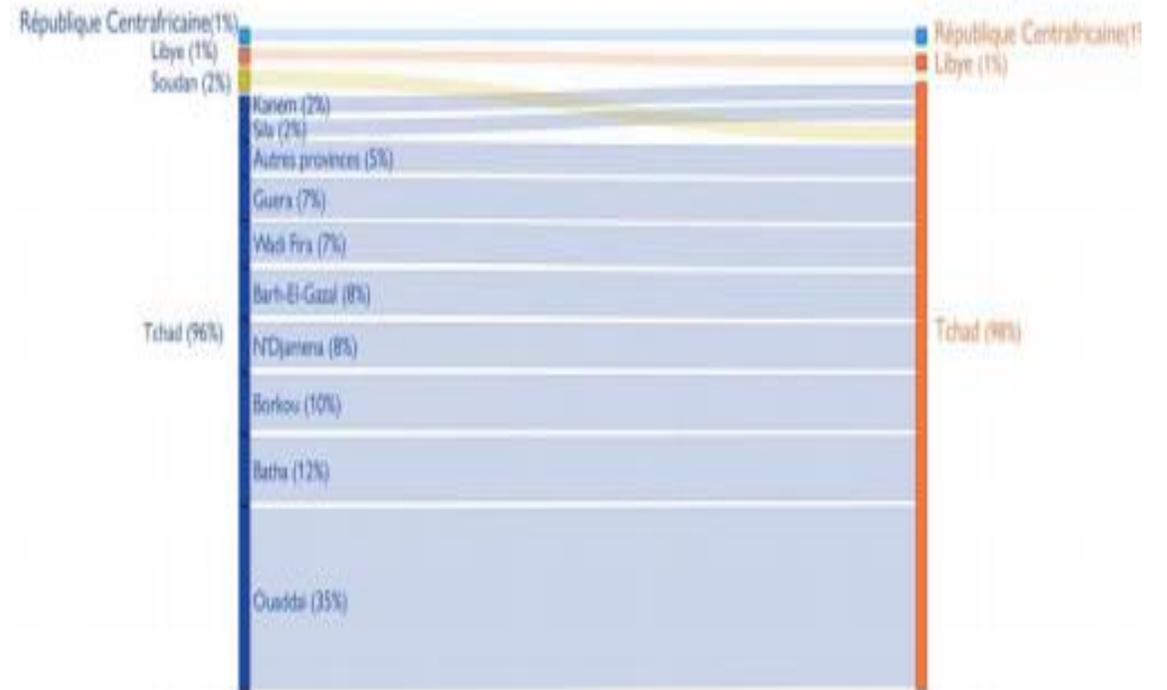
Pourcentage des flux entrants par provenance



LIEUX DE DÉPART ET DE DESTINATION ENVISAGÉE DES VOYAGEURS

Départ

Destination envisagée



Statistiques sur les flux migratoires

- La base de données du Projet Migrants Disparus (OIM) a documenté la mort de plus de 5 783 personnes transitant par le désert du Sahara depuis 2014,
- Le nombre exact au Tchad n'est pas connu,
- Les cas rapportés par OIM indiquent que les migrants qui sont morts en essayant d'atteindre la Libye sont morts principalement par:

Causes

- Conditions dangereuses comme la chaleur extrême, du manque d'abris adéquats, de
- Nourriture ou d'eau
- Accidents de voiture



REUNIFICATION FAMILIALE (outils et programme)

Programme d' Aide au Retour Volontaire et à la Réintégration:

- L'aide au retour volontaire et à la réintégration (AVRR) offre la possibilité d'un retour et d'une réintégration dans des conditions respectueuses et dignes
- Coopération et participation avec les différents acteurs
 - Les gouvernements des pays d'accueil
 - Les gouvernements des pays d'origine
 - Les bénéficiaires : migrants
 - La société civile

REUNIFICATION FAMILIALE (schema general)

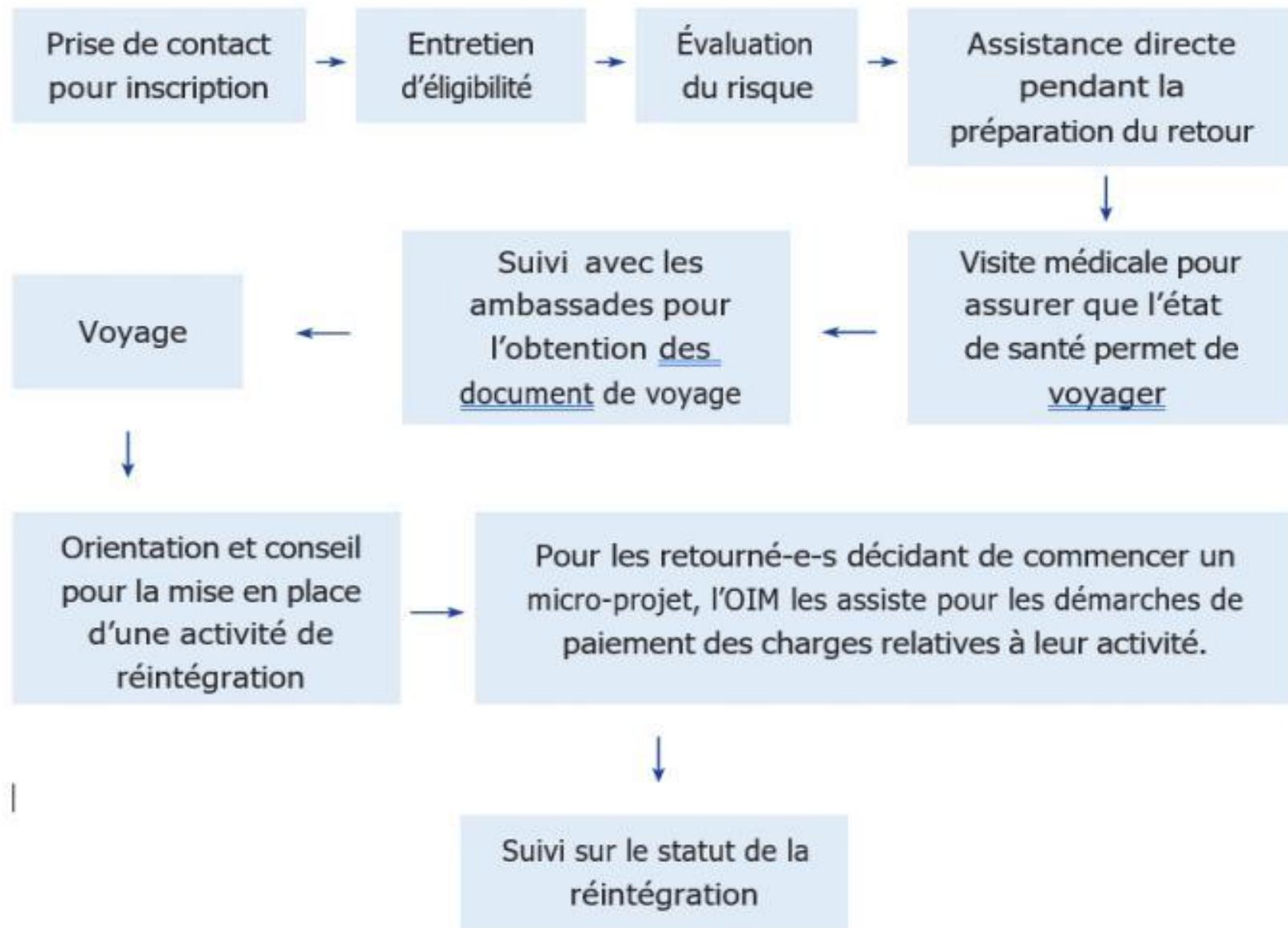


Schéma résumé d'assistance au retour volontaire des migrants

REUNIFICATION FAMILIALE (schema spécifique)

Prise de contact

Prise de contact par le migrant/ migrant référencé

1

Identification de vulnérabilité

- Echange équipe protection avec migrant ;
- Détermination des conditions de vie sociale du migrant sur le territoire tchadien

2

Activité de protection

- Assistance alimentaire et en logement et santé (coordination OIM, HCR et CNARR);
- soutien psychosocial ;
profilage et enregistrement.

Coordination pour le retour volontaire

- Prise de contact avec l'ambassade du pays d'origine pour les documents de voyage ;
- Prise de contact avec la mission OIM du pays d'origine et organisation retour;
- Départ.

4

Tracking familiale

- Identification d'un membre de la famille dans le pays d'origine ;
- identification et mitigation des risques pour le migrant ;
- Prise de contact avec la famille ;
- Déterminer l'acceptation de retour en famille.

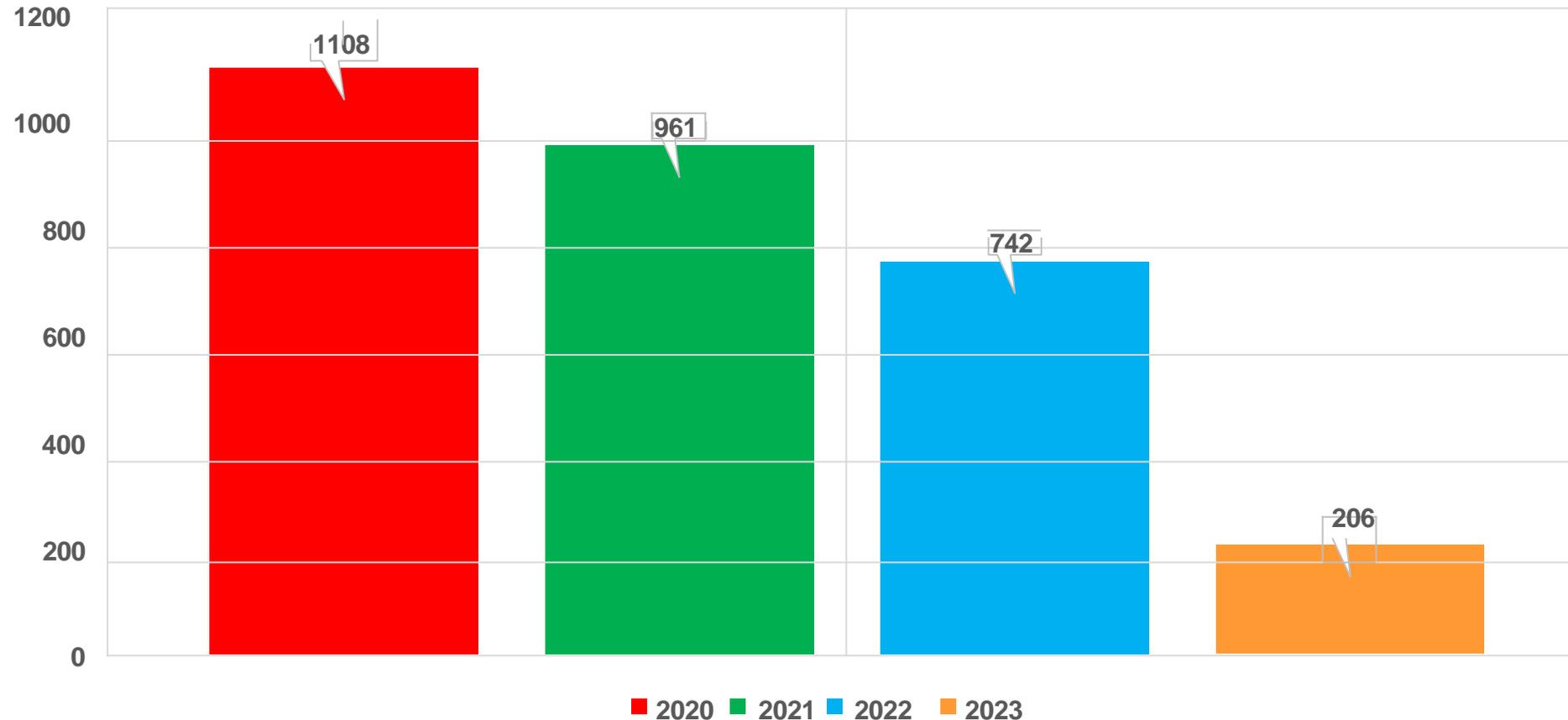
Défis

- Faible coordination avec les pays d'accueil et de transit
- Présence lacunaire des acteurs humanitaires
- Précarité sécuritaire dans les zones de transit/ accueil
- Non priorisation de la question migratoire par rapport aux questions sécuritaire et celle de réfugiés en général
- Déficit d'information avec un impact négatif sur la réponse humanitaire
- Un rude climat
- Un ravitaillement en biens de première nécessité venant de Libye
- Un faible réseau de télécommunication
- Des incidents d'explosions de mines terrestres
- Un banditisme lié à l'orpaillage et des braquages de véhicules

DEFIS

- Les **expulsions régulières** des migrants vers le Tchad, surtout ceux de la Libye:

Migrants tchadiens: 94% - Autres nationalités: *Niger, Nigeria, Mali, Soudan, RCA, Cameroun, (source DTM/OIM/Tchad) etc.*





- Les disparus constituent un énorme défi comme le témoigne cette carte ::
- 57,598 disparus depuis 2014 - ~50% sur les routes méditerranéennes

***Je vous remercie de votre
aimable attention***

Groupe de travail 1/Working Group 1

Défis identifiés/challenges identified

- Lack of coordination between origin and destination countries
- Long distances between health centres/Health services are insufficient
- Migrants lacking information (regarding contacts, their rights, their route, etc.)
- Absence of humanitarian presence in some areas
- Balance with freedom of movement
- Perception of migrants in transit countries
- Awareness messages and campaigns are not universal
- Sporadic awareness campaigns
- Access to basic services while in transit

Bonnes pratiques/good practices

- Chad and IOM: community relay stations
- The Gambia: Humanitarian Service Point
- Chad, Niger and UNHCR: ongoing awareness-raising campaigns for transport operators
- Côte d'Ivoire: Regional community to combat illegal migration
- GIZ in East Africa: awareness campaign over radio and local influencers
- Spain: increasing cooperation and partnership with transit countries
- Côte d'Ivoire: continuous awareness campaign on insertion opportunities and legal migration routes (with Canada, and Italia), MigraSafe, a network of 8 countries

Recommandations/Recommendations

- Ensure meaningful cooperation with other Partner countries, especially neighboring countries
- Collaborate with civil society (ie. National Red Cross societies) and the diaspora communities, as well as, with local authorities
- Educate the population to retain the most important personal information to facilitate searches
- Facilitate regular migration (scholarship, etc.)
- Addressing the drivers of migration/Multi-dimensional approach
- Setting up mobile social assistance units for all migrants/Implement community relay stations and counters at the border area
- Implement a route-based free Green Hotline (for reporting missing persons or deaths) with the possibility of sending anonymous messages
- Implement **targeted** awareness campaigns on the topic of separation of families and missing migrants
- Target the most vulnerable persons in case of movement
- Enhancing capacities of local authorities

Hellenic Disaster Victims Identification (DVI) Team

Lessons Identified regarding the “Pylos” Shipwreck disaster that occurred on June 14, 2023, 47 nautical miles from southwest coast of Greece

1. Aftermath of the disaster: 104 survivors, 82 deceased/ recovered bodies, up to 600 missing persons.
2. **Recovery phase:**
 - Worked alongside with the search and rescue teams. The members of the Recovery Unit were onboard the rescue vessels.
 - The tagging and the picturing of the bodies took place on the naval vessels.
 - Also, pictures were taken (using mobile phones) of the found on the bodies passports in order to gather the first information about their origin countries.
3. **Ante Mortem (AM) Data Collection on the spot.**

Members of the AM Unit interviewed the survivors when they came ashore in the city of Kalamata:

 - The survivors where in shock. The support of mental health specialists from NGO’s was paramount.
 - The Ministry of Migration and Asylum, after the coast guard fulfilled their investigation and arrested the traffickers, provided the survivors with mobile phones so they were able to contact their relatives.
 - The collected AM Data were inaccurate in most cases, but they have given a clear picture about the origin countries and homeplaces of the victims. Most victims were travelling within small groups from the same birth places.
 - The available local interpreters weren’t trained by the DVI Team and caused misunderstandings during the interview procedure.
 - The majority were from Pakistan, Syria and Egypt.
 - The above information helped the origin countries to focus their efforts taking consideration that some remote areas/ homeplaces of the victims, don’t have access to telephone or internet.
4. **PM Data Collection:**
 - It’s critical to proceed with fingerprinting of the recovered bodies immediately when they come ashore and not to wait for the autopsy, due the saponification of the fingers as a result of the bodies remaining in the water for a long period of time.
5. **AM Data collection:**
 - The Hellenic DVI Team was based at the Ministry of Immigration and Asylum facilities, where we received the relatives of the victims who live in Greece for the interview and the collection of biological material (DNA).
 - We established a hotline, an email and a “Whats App” line for the collection of AM Data. The “Whats App” app was very useful for receiving multimedia archives from the relatives of the missing persons like photos, photos of Passports, IDs,

etc. The email address was the least popular option of communication from the relatives side.

- From the second day we have issued an announcement in different languages (English, Arabic, Pasto, Urdu, Farsi & Greek) informed all the national and international involved parties (Organizations, Embassies, NGO's, National Interpol Offices, etc.) and providing guidelines regarding the Greek DVI Team.
- It's critical for all the involved countries, especially the origin countries of the missing ones, to establish ASAP a direct line/ hotline and a contact email with:
 - a) The DVI Unit that oversees the total effort. The communication via embassies is time consuming and problematic due to the lack of knowledge of the DVI protocols.
 - b) The relatives of missing persons/ residents of the country in order to guide them for the collection of AM Data, DNA sampling and analysis procedure, etc., in their home country.
- In most of the cases the relatives of missing persons avoid to communicate with their home country or the country that they are residents due to the fact that they are usually supporters of the opposition political parties / situation or they are illegal immigrants. This fact causes various setbacks in the facilitation of the AM Data and DNA sampling and analysis procedures. As a DVI Team in charge you must interview them via phone and find alternative solutions regarding the facilitation of DNA sampling and analysis procedure. The collaboration with the Interpol and the ICRC (International Committee of Red Cross) is paramount regarding the facilitation of DNA sampling and analysis procedure in such cases. Also, the collaboration with the ICMP (International Committee for Missing Persons) could be very helpful in some cases.
- The interview of the relatives of the missing ones via phone is time consuming. The telephone lines in remote areas are unstable and the quality of the calls can be poor.
- The interpreters couldn't understand all the different language dialects and that caused misunderstandings.
- The interpreters must be trained about the dvi process and should be backed up with mental health specialists during the interview procedure of the relatives of missing persons. They are "ad hoc" members of the DVI Team.

6. Reconciliation phase:

- The relatives of missing persons in some cases conducted and provided AM Data in all involved stakeholders (Greek DVI Team, their countries authorities, the red Cross and Red Crescent community, the ICMP, NGOs). In most of the cases they provided different names, surnames, etc. for the same missing person in all of the above mentioned agencies, bodies and organizations. This fact caused many setbacks, and it was time consuming for the Greek DVI Team during the crosscheck process of the declared missing lists. Every involved party who is engaged with the collection of AM Data has to crosscheck the data with passports, IDs, Driver's License, etc.
- During the crosscheck of the AM lists in many cases the same person occurs with variations on the name, surname or father's name from passport to ID and etc.

One explanation is that the documents although all of them were original, not fake, they were issued by different authorities from the same country.

- The DNA is the key identification factor due to the fact, that most of the countries of origin lack national fingerprint databases or dental records databases. At most of the cases there is only a criminal fingerprint database.

**REUNION THEMATIQUE SUR LA SEPARATION DES FAMILLES ET LES
PERSONNES DISPARUES DANS LE CONTEXTE DE LA MIGRATION :
PREVENTION, RECHERCHE ET REUNIFICATION
GENEVE, LES 20 ET 21 SEPTEMBRE 2023**

**SESSION IV/GROUPE DE TRAVAIL: PREVENTION DES DISPARITIONS
ET DE LA SEPARATION DES FAMILLES LE LONG DES ROUTES
MIGRATOIRES, RECHERCHE ET IDENTIFICATION DES PERSONNES
DISPARUES DANS LE CONTEXTE DE LA MIGRATION**

**GROUPE DE TRAVAIL 3 :
SOUTIEN ET INFORMATION AUX FAMILLES DES MIGRANTS
DISPARUS : COMMENT LES PAYS PARTENAIRES PEUVENT-ILS
VEILLER A CE QUE LES FAMILLES TOUCHEES PUISSENT SIGNALER
LES CAS DE MIGRANTS DISPARUS, ETRE IMPLIQUEES DANS LE
PROCESSUS DE RECHERCHE ET RECEVOIR REGULIEREMENT DES
INFORMATIONS SUR LA RECHERCHE DE LEURS PROCHES ?**

L'EXPERIENCE DU SENEGAL

Madame la Modératrice, Rapporteuse Spéciale sur les Réfugiés, Demandeurs d'asile, Personnes Déplacées et Migrants de la Commission africaine des Droits de l'Homme et des Peuples (CADHP), **Madame Maya SAHLI-FADEL** ;

Mesdames, Messieurs ;

Distingués participants, en vos rangs, qualités et grades, tous Protocoles dûment observés ;

Avant d'entrer dans le vif du sujet, j'aimerais, tout d'abord, avec l'autorisation du Secrétariat, saisir cette occasion pour présenter nos sincères condoléances les plus attristées au Gouvernement et au Peuple marocain frère, à la suite du tragique tremblement de terre qui a endeuillé ce pays. Nous prions pour le repos de l'âme des disparus et le prompt rétablissement des blessés.

Je voudrais, ensuite, saluer l'insigne honneur qui nous échoit aujourd'hui, de partager l'expérience de notre pays dans **le soutien et l'information**

aux familles des migrants disparus et comment les pays partenaires peuvent-ils veiller à ce que les familles touchées puissent signaler les cas de migrants disparus, être impliquées dans le processus de recherche et recevoir régulièrement des informations sur la recherche de leurs proches?

Pour cette confiance placée en notre pays, nous sommes reconnaissant au Secrétariat du Processus de Rabat, à l'ICMPD ainsi qu'aux co-organisateur de cette réunion, la Suisse et la Gambie.

Ma présentation s'articule en trois (03) parties déclinées comme suit:

- **Les principaux axes de la Stratégie nationale de Lutte contre la Migration irrégulière (SNLMI) du Sénégal ;**
- **Le dispositif d'aide, d'assistance et de protection des migrants de retour ;**
- **Quelques exemples de cas illustratifs de la coopération inter-Etats dans le processus de recherche et de retour des migrants ;**
- **Recommandations.**

I. LES PRINCIPAUX AXES DE LA STRATEGIE NATIONALE DE LUTTE CONTRE LA MIGRATION IRREGULIERE (SNLMI) DU SENEGAL

Lutter contre les disparitions et la séparation des familles le long des routes migratoires, dans le contexte de la migration et, particulièrement, la migration irrégulière, c'est travailler dans la prévention. C'est pourquoi, le Sénégal s'est doté d'une Stratégie nationale à cet effet, appelée **Stratégie nationale de Lutte contre la Migration irrégulière (SNLMI)**, déjà validée au niveau politique et dont l'élaboration a été inclusive et participative avec l'implication de toutes les Parties prenantes du processus. Après avoir défini le **contexte** d'application et procédé au **diagnostic** de la problématique, la SNLMI également dotée d'un dispositif de **mise en œuvre et suivi-évaluation**, élabore un **Cadre** et des **axes d'intervention inscrits dans un Plan d'Actions opérationnel 2023-2025 avec un important volet dédié à la sensibilisation et à la communication stratégique.**

II. LE DISPOSITIF D'AIDE, D'ASSISTANCE ET DE PROTECTION DES MIGRANTS

Ce dispositif relève des deux derniers des cinq (05) axes d'intervention de la SNLMI. Outre la prévention, la gestion des frontières et les mesures de répression du trafic de migrants, il s'agit des mesures d'aide, d'assistance et de protection et de réinsertion des migrants de retour.

- **Pour ce qui est de l'aide, de l'assistance et de la protection, il s'agit des mesures suivantes:**
 - Assurer une protection administrative, consulaire et judiciaire des migrants, après avoir procédé à leur identification ;
 - Assurer le respect de leurs droits, conformément aux instruments internationaux des Droits de l'Homme ;
 - Protéger les migrants vulnérables contre toute forme de violence et d'exploitation.
- **S'agissant du retour et de la réinsertion des migrants, il s'agit des mesures ci-après:**
 - Assurer un meilleur encadrement des migrants de retour, notamment les migrants vulnérables ;
 - Pérenniser et renforcer les actions des structures existantes ;
 - Travailler au renforcement des capacités des institutions et de la société civile pour un meilleur retour et réinsertion des migrants ;
 - Assurer une forte représentativité associative et augmenter les moyens d'actions des migrants de retour ;

A cet égard, il conviendrait de noter que :

En cas de disparition de migrants :

- un dispositif d'alerte et d'information doté d'un numéro vert, est mis en place au Ministère des Affaires étrangères et des Sénégalais de l'Extérieur, et mis en branle immédiatement après constat de la disparition. Ce dispositif s'appuie principalement sur le Réseau diplomatique et consulaire du Sénégal, constitué par nos Ambassades et Consulats. Les parents des migrants alertent le Ministère, quelques jours après qu'ils sont restés sans informations de leurs enfants. Ils sont, à cet égard, reçus au Ministère pour donner davantage d'informations. Durant tout le processus de recherche, les parents et familles des migrants sont tenus informés de l'évolution des événements.

En cas de découverte de migrants :

- en collaboration avec nos Missions diplomatiques et consulaires, une délégation ministérielle, conduite par le Ministère, en l'occurrence Madame le Ministre chargée des Sénégalais de l'Extérieur, est envoyée dans le pays d'accueil, avec les Représentants des Ministères de l'Intérieur (pour l'identification des migrants) et de la Santé (pour apporter les soins médicaux nécessaires, en cas de besoin), avant le retour au pays.

A leur retour :

- les migrants sont accueillis par les services compétents du Ministère des Affaires étrangères et des Sénégalais de l'Extérieur, avec des mots d'encouragement et des informations sur les programmes nationaux de formation, d'emploi et de promotion de l'employabilité, aux bons soins de la Direction Générale d'Appui des Sénégalais de l'Extérieur (**DGASE**). Ils sont ensuite recensés par les services du Ministère de l'Intérieur avant de recevoir, chacun et chacune, une assistance financière et d'être convoyés dans leurs localités d'origine.

III. QUELQUES EXEMPLES DE CAS ILLUSTRATIFS DE LA COOPERATION INTER-ETATS DANS LE PROCESSUS DE RECHERCHE ET DE RAPATRIEMENT DES MIGRANTS

- La coopération avec le Royaume du Maroc peut être citée en exemple, avec l'excellent travail de coordination rendu possible par les Autorités marocaines, qui a permis le rapatriement des migrants sénégalais, sur instruction du Ministre des Affaires étrangères et des Sénégalais de l'Extérieur et du Ministre, auprès du Ministre des Affaires étrangères et des Sénégalais de l'Extérieur, chargé des Sénégalais de l'Extérieur;
- Le travail de coordination des Autorités Cabo Verdiennes est également à saluer dans le cadre du processus de recherche et de rapatriement des migrants sénégalais. Il s'y ajoute la coopération avec les pays membres de l'Union Européenne (**UE**), nourrie par une collaboration active dans le domaine de la gestion des migrants.

C'est dire toute l'importance du renforcement des actions au niveau national, mais aussi de la coopération transnationale et interétatique, avec le concours des Organisations non gouvernementales, sous régionales, régionales et internationales.

IV. RECOMMANDATIONS

Les principales recommandations peuvent se résumer comme suit :

- Mieux sensibiliser les familles des migrants disparus ;
- Renforcer les capacités des institutions impliquées dans la lutte contre la disparition des migrants ;
- Harmoniser les Cadres juridiques et politiques nationales en la matière, aux niveaux sous régional et international ;
- Promouvoir et renforcer la coopération transfrontalière, sous-régionale et internationale dans le processus de recherche des migrants disparus ;
- Promouvoir la coopération avec des Organisations spécialisées telles que le Comité international de la Croix rouge (**CICR**), l'Organisation internationale pour les Migrations (**OIM**) et le Haut-Commissariat des nations Unies pour les Réfugiés (**HCR**), pour apporter leur expertise aux efforts intergouvernementaux dans le cadre d'une stratégie coordonnée et multipartite ;
- Assurer un meilleur encadrement des migrants de retour ;
- Consacrer légalement et institutionnellement le retour et la réinsertion des migrants ;
- Pérenniser et renforcer les actions des institutions dédiées existantes ;
- Prévoir un renforcement des capacités des institutions et de la société civile pour un meilleur retour et réinsertion des migrants.

Voilà, Madame la Modératrice, Mesdames, Messieurs, Distingués Participants, l'économie de cette présentation sur l'expérience du Sénégal en matière de soutien et d'information aux familles des migrants disparus, ainsi qu'en matière de prévention, recherche et réunification.

Je vous remercie de votre aimable attention !

[Date]

Groupe de travail 2 / Working Group 2

Défis identifiés/challenges identified

- Collecte des empreintes digitales
- Barrière de la langue (traduction)
- Vérification manuelle des documents d'identité
- Réticences des personnes migrantes à échanger avec les autorités des pays de destination lors de leur arrivée
- Procédure de recueil d'ADN
- Disponibilité de spécialistes sur la santé mentale

Bonnes pratiques/good practices

- Mise en place d'une hotline via (échange de photos)
- Coopération des autorités avec CICR et Interpol
- Engagement avec les communautés des diasporas (base de données)
- Guichet/bureau d'accueil pour le profilage du départ et du retour des migrants
- Loi modèle développée par le CICR
- Guide opérationnel développé par Interpol

Recommandations/Recommendations

- Promouvoir et renforcer la coopération transfrontalière, sous-régionale et internationale dans le processus de recherche des migrants disparus
- Passer des accords bilatéraux entre les Etats pour renforcer la coopération interétatique dans le cas de disparition des migrants
- Mettre en place des points focaux nationaux dans chaque pays partenaire pour les migrants disparus (faciliter la coopération)
- Associer les communautés et associations de diaspora à la recherche des personnes disparues
- Impliquer les missions consulaires et diplomatiques pour améliorer le partage d'informations et le lien avec les capitales dans les pays d'origine
- Mise en place d'une structure dédiée aux migrants disparus au sein de l'Observatoire africain des migrations
- Renforcer l'approche dynamique entre les Etats et société civile
- Adopter une approche multi acteurs en mettant en place un groupe de travail ou Task Force sur les migrants disparus

Groupe de travail 3 / Working Group 3

Défis identifiés/challenges identified

- Provision of psychological support to families
- Creation of associations of families of missing migrants
- Locating and engaging with families
- Reinforce capacities of religious and community leaders
- Establish and build trust with families
- Miscommunication with media

Bonnes pratiques/good practices

- If a migrant goes missing: setting up an alert and information system for contact between families and authorities
- Examples of bilateral cooperation between Senegal and Morocco
- Network of RCRC movement (mandate to restore family links)

Recommandations/Recommendations

- Strengthening the assistance and information support system for the families of missing migrants
- Highlight the role of civil society associations and local authorities as key players and intermediaries with the families of missing migrants in countries of origin, transit and destination (provide solidarity support and advocacy)
- Engaging families should be a priority for States to better understand what their needs are for their missing relatives
- Reinforce the role of the ministries of Social affairs and Solidarity in charge of child protection for providing psychological support to families
- Acknowledge the role of ministries of Justice for issuing documents to families (declaration of absence in lieu of death certificate)
- Build media capacity on the issue of missing migrants
- Reinforce the capacity of associations (humanitarian and psychological aspects)
- Designate focal points responsible for liaising with families